

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE-METAUX SA

ZI Les Forges
14 rue du Four Martin
25400 Audincourt

Références : UID257090/SPR/MP/ST 2023 - 0712D
Code AIOT : 0012800138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement FRANCE-METAUX SA implanté ZI Les Forges 14 rue du Four Martin 25400 Audincourt. L'inspection a été annoncée le 30/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été organisée notamment pour contrôler le respect de la mise en demeure n° 25-2022-11-25-00004 du 25 novembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE-METAUX SA
- ZI Les Forges 14 rue du Four Martin 25400 Audincourt
- Code AIOT : 0012800138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise exploite une installation de tri et préparation (découpe) de déchets, principalement des métaux récupérés aussi bien auprès de particuliers que des professionnels, avant envoi en valorisation. S'ajoute une activité de regroupement avant envoi en traitement de batteries de véhicules.

L'entreprise fonctionne au bénéfice des droits acquis (activité autorisée depuis 1970). Des travaux de modernisation sont programmés sur le site en lien avec une évolution du périmètre géographique. Un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de la mise en demeure du 25/11/2022
- suites de la précédente inspection du 25/05/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Déchets dangereux ou radioactifs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. & V.	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Déclaration GEREPE déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	BSDD	Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1 & 4	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 > I. & 3 > I.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 & 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Réduction du risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des progrès ont été constatés par l'inspection par rapport à la précédente visite du 25 mai 2022, permettant de proposer au préfet de lever la mise en demeure prise suite à cette précédente inspection.

Cependant, d'autres non conformités sont toujours d'actualité, l'exploitant indiquant notamment avoir pris l'attache d'un bureau d'étude spécialisé pour l'aider à se mettre en conformité. Par ailleurs, l'inspection a transmis à l'exploitant une demande de complément portant sur son dossier de porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 > I. & 3 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des GF
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>1.I Le montant des garanties financières prévues au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement permet d'exécuter la mise en sécurité conformément à l'article R. 512-39-1 du même code et, le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines conformément à l'article R. 516-5-1 du même code.</p> <p>3.I En vue de l'établissement du montant de référence des garanties financières prévues au 5° du IV de l'article R. 516-2, l'exploitant transmet au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques ...</p>
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant n'a pas constitué de garanties financières, il affirme à l'inspection qu'il pensait ne pas y être soumis. L'inspection confirme à l'exploitant que le classement à enregistrement sous les rubriques 2713 et 2718 lui impose bien de constituer des garanties financières. En effet, l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement prévoit bien que ces garanties soient constituées y compris pour les installations existantes en date du 1er juillet 2012. En revanche, le 5 de l'article R516-1 du code de l'environnement précise que « l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €. » Aussi, l'exploitant doit calculer le montant des garanties financières en se basant sur l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. En fonction du montant calculé, il devra constituer de telles garanties ou justifier auprès de l'inspection que l'obligation ne s'applique pas à son installation. L'exploitant n'a pas transmis au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques, ceci constitue une non conformité vis-à-vis du I de l'article 3 de l'arrêté du 31 mai 2012.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : <p>Par courriel du 31/03/2023, France Métaux a transmis à l'inspection le calcul du montant des garanties financières effectué par l'APAVE. Le montant calculé s'élève à 80 257€. Ce montant étant inférieur à 100 k€, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas à l'entreprise.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant a présenté le registre de sécurité des contrôles techniques. La dernière vérification périodique des équipements électriques date du 11/05/2021. Le « rapport de vérification électricité visite périodique » établi par Bureau Véritas suite à l'intervention du 11/05/2021 fait état de plusieurs observations récurrentes (certaines remontant à 2011). De plus, l'inspection remarque que les observations ne sont pas hiérarchisées. L'exploitant considère qu'au moins certaines de ces récurrences sont dues à des « copier-coller » de l'organisme d'une année sur l'autre. Il cite en exemple des disjoncteurs qui auraient été remplacés. Il ajoute que c'est en général l'organisme qui le contacte pour venir effectuer le contrôle (pas toujours aux dates anniversaires) et non le contraire. Le document Q18 daté du 11/05/2021 est également fourni. Il indique une « vérification partielle des installations électriques » et que la coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant. Il conclut malgré cela que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant précise qu'il demande à l'organisme de venir le midi pour que toutes les alimentations puissent être coupées mais que l'organisme ne tient pas compte de cette demande. L'inspection demande à l'exploitant de programmer le contrôle 2022. Il rappelle à l'exploitant que ce dernier peut changer d'organisme accrédité s'il n'est pas satisfait des interventions de l'actuel. L'absence de contrôle périodique effectué en 2022 et le caractère partiel des contrôles effectués les années précédentes constituent une non conformité vis-à-vis de l'article 10 de l'arrêté du 06/06/2018. L'exploitant a également présenté un rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge et le Q19 associé suite à un contrôle le 16/07/2021. Ce document n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection si ce n'est qu'il est précisé sur le Q19 que la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillages déclarés ne correspond pas à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques n° 7789646/3.29.1.p, rédigé le 08/07/2022 suite à intervention du 07/07/2022. Ce rapport fait principalement apparaître des observations « nouvelles », démontrant que les non conformités anciennes ont été traitées.</p> <p>L'exploitant a également présenté le Q18 datant du 07/07/2022 qui conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant affirme disposer d'un débourbeur deshuileur, mais celui-ci ne couvre que la partie est de l'installation. Le projet de rénovation du site prévoit l'étanchéification et le déplacement (ou remplacement si nécessaire) du débourbeur deshuileur. Une cuve de récupération des huiles est également prévue. En revanche, l'exploitant affirme ne pas avoir fait nettoyer l'équipement depuis longtemps. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : <p>Le débourbeur deshuileur a été nettoyé. L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- le bordereaux de suivi de déchet dangereux (BSDD) n° BSD-20221004-M3GPZ20V4 correspondant à l'évacuation, le 05/10/2022, d'1 tonne de boues de curage (13 05 02*) pour élimination (D9) ;- le BSDD n° BSD-20221004-Y3ECCRCRF correspondant à l'évacuation de 4,58 tonnes d'eaux et hydrocarbures (13 05 07*) pour élimination (D9).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : VLE pour rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 & 20
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : 17 Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. 1 -MEST : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j DCO (sur effluent non décanté):300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence):recherche de métaux / HC ... ? 20 Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article. Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : Le rejet se fait dans le réseau municipal. En revanche, l'exploitant affirme ne pas avoir effectué de contrôle de ces rejets depuis plusieurs années. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Constats de l'inspection du 13/06/2023 : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport n° T230003812 du 09/06/2023, rédigé suite aux prélèvements effectués par l'APAVE le 04/04/2023. L'APAVE est bien accréditée pour l'échantillonnage et les prélèvements et a fait réaliser les analyses par Eurofins, qui dispose de l'agrément pour effectuer les analyses. Aucun dépassement n'est constaté. Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que cette analyse est à renouveler au moins tous les ans. Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant à prendre contact avec l'organisme accrédité concernant le paramètre ST-DCO. En effet, l'utilisation de ce paramètre en lieu et place d'une mesure DCO n'est possible qu'à condition de réaliser un calage initial et régulier avec la méthode référence (DCO) afin de vérifier sur le site la corrélation entre les 2 méthodes et adapter le cas échéant les valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.3°) Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport n° T230003814 du 09/06/2023, rédigé suite aux prélèvements effectués par l'APAVE le 04/04/2023 sur les piézomètres de l'installation. A noter que le piézomètre n° 2 est bouché et n'a pas pu être prélevé. Le piézomètre n° 2 bouché constitue une non-conformité à l'entretien des ouvrages de surveillance des eaux souterraines. Dans le cadre du dossier de porter à connaissance transmis en lien avec la modification de ses activités, il convient que l'exploitant se positionne quant à l'opportunité de remettre ce piézomètre en service ou au contraire de le sécuriser et de proposer un autre point de mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Réduction du risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Principes généraux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté la présence de 3 racks de bouteilles d'oxygène, positionnés sur un plancher en bois, à proximité du stockage de batteries et d'un post d'oxycoupage. Une bouteille de propane était suspendue, par son raccord, à l'armature d'un des racks. L'importance du stock d'oxygène disposé à proximité de la zone d'oxycoupage serait de nature à augmenter notablement les conséquences associées à un incident / accident sur la zone. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Il convient que l'exploitant prenne des dispositions pour limiter les risques d'accident, mais également les conséquences associées à ce dernier. Il pourra pour cela repenser l'organisation de ses zones de travail et de stockage.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le stockage d'oxygène avait été éloigné de la zone de découpe. Cette zone a elle-même été légèrement éloignée (quelques mètres) de la zone d'entreposage des batteries. A noter que, dans le dossier de porter à connaissance, le stockage de batteries est prévu dans un local isolé des zones de travaux par point chaud.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie et contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des

<p>services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant a présenté à l'inspection 2 plans :- un plan général des installations, précisant les situations existante et future souhaitée ; - un plan d'implantation des extincteurs intégré aux règles de sécurité et figurant notamment les emplacements des extincteurs et de la cuve à fioul. L'inspection demande à l'exploitant d'enrichir ces plans en localisant notamment les points d'eau incendie (publics) présents à proximité du site et les emplacements des batteries, des bouteilles de gaz et d'oxygène et des zones de travail par points chauds. De plus, des exemplaires de ces plans doivent être conservés à un endroit permettant de garantir leur fourniture aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention. Dans l'attente, l'installation n'est pas conforme à l'article 9 de l'arrêté du 06/06/2018. L'exploitant a présenté à l'inspection le « registre des contrôles techniques de sécurité ». Il y est bien précisé que l'entreprise KIS est intervenue le 14/01/2022 pour la vérification annuelle de 59 extincteurs. Le document Q4 daté du 17/01/2022 a également été fourni.</p> <p>Constats de l'inspection du 13/06/2023 :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan sur lequel figurent l'ensemble des extincteurs ainsi que la cuve à fuel et des cuves d'huile. L'inspection demande que soient ajoutés :- les points d'eau incendie (publics) ; - la zone de stockage de batteries (même provisoire) ; - les zones de stockage des bouteilles de gaz et d'oxygène ; - les zones de travaux par points chauds. De plus, il convient que l'exploitant définisse un lieu où mettre ce plan à disposition des pompiers dans le cas où ceux-ci devraient intervenir sur le site.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois, un plan faisant apparaître tous les éléments requis. Dans l'attente, la non conformité est maintenue.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant affirme ne pas avoir rédigé de consignes. Le seul document s'y apparentant est constitué par les « Règles de sécurité chalumeau soudage-coupage ». L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité d'identifier les « opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution » et de rédiger les consignes associées. La réception, l'entreposage et l'expédition des batteries notamment nécessitent la rédaction d'une consigne. L'exploitant n'est donc pas conforme à l'article 12 de l'arrêté du 06/06/2018.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : <p>L'exploitant n'a pas identifié les « opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution ». Il a en revanche pris l'attache d'un bureau d'étude pour l'assister dans cet exercice. Il a présenté à l'inspection les derniers échanges intervenus en décembre 2022 pour évoquer l'ensemble des points soulevés par l'inspection lors de la visite du 25/05/2022.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 3 mois, la liste des opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution et les consignes associées à chacune. La non-conformité est donc toujours d'actualité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déchets dangereux ou radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant est autorisé sous la rubrique n° 2718 pour le transit et regroupement de déchets dangereux, constitués principalement de batteries de voitures. Il exerce également une activité de tri, transit et regroupement de déchets industriels banaux, bois et cartons. Un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction incluant un projet d'activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le site est équipé d'un portique de contrôle radiologique. L'exploitant affirme que le portique n'a jamais déclenché lors du passage de métaux, uniquement sur des tuiles. Demande de compléments : L'exploitant doit tracer les déclenchements du portique de contrôle et les actions qui ont été les siennes dans chaque cas.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : L'exploitant affirme n'avoir eu aucune détection depuis la précédente visite. Il concède ne pas avoir rédigé de trame permettant de tracer les déclenchements. Il est en contact avec un bureau d'étude sur ce sujet également. Concernant le contrôle du détecteur de radioactivité, l'exploitant a expliqué qu'il souhaitait profiter de la réorganisation du site pour faire contrôler le détecteur après l'avoir déplacé. L'inspection lui a rappelé que, comme précisé dans l'observation laissée suite à la précédente inspection, un contrôle annuel était nécessaire. A la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 13/06/2023, un échange avec la société de contrôle Bertin Instruments aboutissant à une programmation de l'intervention en semaine 29. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois, un modèle de document à compléter à chaque détection (date, camion, remorque, type de déchet, mesures prises, ...).
Observations : Il convient que l'exploitant fasse procéder annuellement au contrôle technique de son portique de détection de rayonnement ionisant conformément à l'article 17 de l'arrêté du 23 octobre 2020 relatif aux mesurages réalisés dans le cadre de l'évaluation des risques et aux vérifications de l'efficacité des moyens de prévention mis en place dans le cadre de la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) – source (producteur) et origine géographique du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'exploitant ne demande pas d'information préalable aux producteurs avant livraison sur site. Il précise que la majorité des producteurs sont des particuliers venant déposer leurs déchets au sein de l'installation. Aussi, il convient que l'exploitant se positionne quant à son éventuel classement sous les rubriques 2710-1 et 2710-2 de la nomenclature des installations classées et, le cas échéant, régularise sa situation vis-à-vis de ces rubriques. Ce positionnement pourra être porté par un dossier de porter à connaissance. À noter

que la « note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets » précise, concernant la rubrique 2713, que « Les points d'apport volontaire de déchets de métaux triés non dangereux, que ces derniers soient déposés par les ménages ou par les artisans, commerçants, ..., ne relèvent pas de la rubrique 2713, mais de la rubrique 2710, sous réserve de l'atteinte du seuil de classement. » Il en est de même concernant l'articulation entre la rubrique 2710 et les rubriques 2711 et 2718. Par ailleurs, concernant les déchets en provenance des professionnels, l'absence d'information préalable constitue une non conformité vis-à-vis du II de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.

Constats de l'inspection du 13/06/2023 :

Comme pour les sujets évoqués ci-avant, l'exploitant a pris l'attache d'un bureau d'étude pour l'assister dans la réalisation de sa procédure d'information préalable.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 3 mois, sa procédure d'information préalable. Dans l'attente, La non conformité est toujours d'actualité.

Concernant le positionnement par rapport à la rubrique 2710, cette rubrique n'a pas été demandée dans le dossier de porter à connaissance fourni par l'exploitant. Cependant, celui-ci continue de recevoir des batteries apportées par des particulier. **Il convient donc qu'il ajoute à son dossier de porter à connaissance la rubrique 2710.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. & V.

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

IV

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

V

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : D'après l'exploitant, à leur arrivée sur le site, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel et sont déchargés sur la zone prévue à cet effet. Les objets interdits (extincteurs par exemple) sont rendus au producteur. Puis les éléments sont triés, cisailés le cas échéant, avant d'être réexpédiés vers les installations autorisées à les recevoir. L'exploitant précise que son principal exutoire se trouve au Luxembourg. Pour autant, la gestion du transfert transfrontalier des déchets n'a pas été traitée au cours de l'inspection. Lors de la visite des installations, l'inspection constate que :- plusieurs tas de déchets dépassent la hauteur de stockage de 3 m, voire celle de 6 m, sachant que des habitations se situent à moins de 100 m ; - certains tas de déchets ne sont pas distinctement séparés et repérés ; - si les batteries sont stockées dans des bacs étanches dans la partie couverte de l'installation, un moteur et 2 batteries sont posés sur le sol (non étanche), le moteur dans une partie non couverte ; - de même, un grand récipient vrac contenant du carburant n'est pas stocké sur une rétention de dimension suffisante ; - sur la partie extérieure bitumée, des irisations sont visibles sur des « flaques » de liquides ; - l'exploitant ne dispose pas de moyens d'évaluer le volume de tous ses stocks (bornes, piges) mais affirme pouvoir évaluer son stock à partir de son logiciel de suivi (tout camion entrant ou sortant du site fait l'objet d'une pesée). Ces faits constituent des non conformités vis-à-vis du IV de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. De plus, considérant les dimensions du tas de déchets industriels banaux présents au sein de l'installation, il convient que l'exploitant précise le volume de déchets concernés et se positionne quant à son éventuel classement sous la rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées et, le cas échéant, régularise sa situation vis-à-vis de cette rubrique. Ce positionnement pourra être porté par un dossier de porter à connaissance.

Constats de l'inspection du 13/06/2023 :

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de déchets non dangereux non inertes, notamment des déchets de pneumatiques. L'exploitant a expliqué qu'il ne faisait pas de transit de pneumatiques, mais qu'il a retrouvé d'anciens pneumatiques qu'il est en train de faire évacuer dans les filières autorisées. Dans le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant, le classement à déclaration est demandé pour la rubrique 2716, mais il ne souhaite pas être classé sous la rubrique 2714.

Demande de compléments : l'exploitant transmettra à l'inspection les preuves de prise en charge des pneumatiques usagées par les filières autorisées.

Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de moteurs gras entreposés sur palette et sans rétention. De plus, certains tas de déchets mesurent plus de 3 m de hauteur alors que des habitations se situent à moins de 100 m de l'installation. Si l'exploitant souhaite conserver des tas jusqu'à 6 m de hauteur, il doit demander un aménagement à l'article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018 en présentant des dispositions compensatoires.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 3 mois, le choix qu'il a fait concernant la hauteur de stockage des déchets. Dans l'attente, la présence de pièces grasses stockées hors rétention et la hauteur des tas constituent des non conformités.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1 & 4
Thème(s) : Risques chroniques, BSDD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute personne tenue d'émettre un bordereau de suivi des déchets dangereux en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement utilise le formulaire CERFA n° 12571 (1), sauf, d'une part, pour les déchets dangereux contenant de l'amiante pour lesquels le formulaire CERFA n° 11861 (1) est utilisé et, d'autre part, pour les déchets de fluides frigorigènes pour lesquels le formulaire CERFA n° 15497 (2) est utilisé. Lors de l'élaboration d'un nouveau bordereau suite à regroupement de déchets de fluides frigorigènes, le formulaire CERFA n° 12571 (1) est toutefois utilisé.</p> <p>Les personnes transportant, entreposant, reconditionnant, transformant ou traitant des déchets dangereux ainsi que les négociants de ces mêmes déchets remplissent le bordereau aux endroits les concernant.</p>
<p>Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : L'inspection a consulté, par sondage, un BSD associé à une expédition de batteries, il s'agit du BSD n° S01-20220537 établi par France Métaux pour l'expédition de 28,4 tonnes de batteries vers l'installation Ecobat située à Bazoches Les Gallerandes (45), l'opération de recyclage R4 est bien renseignée avec la date du 19/05/2022. Le BSD est correctement renseigné. L'inspection a également consulté le BSD n° 20220548, émis par la société MN Recup à destination de France Métaux (l'exploitant précise que c'est lui qui a rédigé le BSD pour le compte de MN Recup quand cette dernière entreprise lui a déposé un lot de batteries). L'inspection remarque que l'onglet 12 « Installation de destination ultérieure » n'a pas été complété alors que France Métaux n'effectue qu'une activité de regroupement avant envoi vers le traitement. De plus, le bordereau d'expédition associé émis par France Métaux aurait dû être annexé. En effet, en l'état la société MN Recup n'a pas été informée du traitement des batteries qu'elle a apportées à France Métaux. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/07/2015. L'exploitant précise qu'à l'exception de cette entreprise, la très grande majorité des batteries sont apportées par des particuliers. L'inspection rappelle la nécessité d'un positionnement par rapport à la rubrique 2710-1 (cf. Fiche ci-avant concernant l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 06/06/2018). L'exploitant précise à l'inspection qu'il est inscrit sur Trackdéchets et l'utilise au maximum, mais que l'absence d'inscriptions de nombreux acteurs (transporteurs notamment) ne permet pas d'utiliser correctement cet outil, il s'avère donc toujours nécessaire d'émettre des BSD en format papier.</p> <p>Constats de l'inspection du 13/06/2023 : Par échantillonnage, l'inspection a consulté quelques BSDD concernant des batteries de véhicules (ainsi que ceux liés à l'entretien du débourbeur deshuileur). Il apparaît que France Métaux édite de nouveaux BSDD pour réexpédier les batteries qu'il a reçues sur son site. Ce fonctionnement ne permet pas d'assurer à l'apporteur initial la réalité du traitement réservé à ses batteries après regroupement chez France Métaux. Ceci constitue une non conformité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déclaration GEREPE déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GEREPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.
Constats : Constats de l'inspection du 25/05/2022 : Par sondage, l'inspection a consulté le BSD n° 20220537 concernant l'expédition de plus de 28 t de batteries (déchets dangereux), il apparaît que l'exploitant doit déclarer sur GEREPE les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés. L'exploitant n'a jusqu'ici jamais effectué cette déclaration. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008.L'exploitant se conformera à la réglementation en déclarant sur GEREPE, avant le 31 mars 2023, les déchets dangereux expédiés pour l'année 2022.
Constats de l'inspection du 13/06/2023 : L'exploitant n'a toujours pas renseigné l'outil GEREPE. Il a en revanche pris l'attache d'un bureau d'étude pour l'assister dans cet exercice. Ceci constitue une non conformité. Pour déclarer sous GEREPE, l'exploitant doit ouvrir un compte CERBERE sur l'application "MonAIOT" (https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/) et préciser à l'inspection l'adresse courriel avec laquelle il a créé ce compte. Les droits lui seront alors accordés et il pourra initier sa déclaration en créant ses types d'activités (qui seront également validés par l'inspection). Il pourra ensuite effectuer, avant le 31 mars 2024, sa déclaration pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois